





En collaboration avec

			
CILSS	FAO	PAM	RÉPUBLIQUE DU TCHAD
MISSION CONJOINTE D'EVALUATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE, DES MARCHES ET DES FLUX TRANSFRONTALIERS ET LEUR IMPACT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MENAGES Du 25 janvier -03 février 2010 VERSION FINALE 23 mars 2010			

PARTICIPANTS:

M. **Salif Sow**, FEWS NET/AO, Ouagadougou, Burkina Faso
 M. **Mahamat Foye**, FEWS NET/Tchad, N'Djamena, Tchad
 M. **Bianpambé Patallet**, FEWS NET/Tchad, N'Djamena, Tchad
 M. **Moustapha Abakar Mahamat**, CCIAMA N'Djamena, Tchad
 Mme. **Ache Ngaba**, CCIAMA N'Djamena, Tchad
 M. **Salahadine Adoum Rahama**, ONASA
 M. **Ngabo Guila Ngague**, SAP/FAO N'Djamena, Tchad
 M. **Rimtebaye Rianger**, PAM N'Djamena, Tchad
 M. **Tao Bouhouraye**, DSA/DPA, N'Djamena, Tchad
 M. **Djobgue Danhret Sama**, Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales, N'Djamena, Tchad

Pays: Tchad

Objet: Evaluation de la Situation alimentaire dans les zones potentiellement vulnérables à l'insécurité alimentaire, des marchés et des flux transfrontaliers.

Date: 26 Janvier au 03 février, 2010.

Résumé exécutif

Globalement, en dépit du déficit de production enregistré à l'échelle du pays, le fonctionnement actuel du marché est globalement satisfaisant. Une fluidité des échanges est observée entre les marchés des zones déficitaires visitées et ceux des zones dégageant un excédent dans la zone méridionale du pays, le Salamat, le Chari Baguirmi et le Lac. Ceci suggère que même si pour les mil/sorgho, les déficits de production étaient par endroits très importants comme au Sahel, pour certaines spéculations par contre comme le sésame dans les anciennes zones cotonnières et le maïs dans les polders du Lac Tchad, dans les parties méridionales du pays et dans les zones de décrue au Centre et l'Est du Pays, l'allure de la campagne a permis de bonnes productions. L'offre intérieure en produits vivriers est relativement faible à travers le volume des échanges en période post récoltes comparée aux années antérieures. En dépit d'un approvisionnement moyen en produits vivriers notamment les céréales sur le marché, le niveau des prix actuel reste élevé comparé à celui de la moyenne quinquennale et ce pour la quasi totalité des céréales de base.

Les échanges transfrontaliers constituent des opportunités pour à la fois renforcer les disponibilités alimentaires mais aussi offrir des opportunités d'emploi en particulier aux ménages pauvres pour soutenir leur accès à la nourriture. La rupture plus précoce prévisible de la navigation sur le Lac pourrait priver précocement les régions du Lac, du Kanem et Bahr El Gazel, les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, des sources alimentaires et surtout de revenus. L'offre du gros bétail boostée par le déstockage des femelles s'avère élevée comparée à une demande timide induite par la fluctuation de la Naira nigériane, mais aussi des possibilités limitées d'embouche du fait des difficultés d'accès à l'aliment bétail et l'interdiction de sortie femelle. Cette conjonction de facteurs a conduit à baisse des prix du bétail par rapport à 2009 au même moment, en particulier pour les vaches (-40%) sur certains marchés visités. Compte tenu du niveau élevé des prix de céréales de base en particulier le mil pénicillaire et de la baisse continue du prix du gros bétail, le terme de l'échange gros bétail/mil pénicillaire, déjà défavorable à l'éleveur/agropasteur moyen, pourra davantage se détériorer pendant la période de soudure des animaux d'ici Juillet.

A l'issue de cette mission à travers les zones les plus affectées par le déficit de production de la campagne agropastorale 2009/10, la situation alimentaire révèle une insécurité alimentaire globalement modérée avec des perspectives préoccupantes qui vont atteindre des seuils critiques pendant la période de soudure. Dans la partie sahélienne (Ouest et Centre du Tchad), les ménages pauvres des zones d'économie pastorale, agropastorale et agricole sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire pour l'instant de classe modérée. Toutefois, les niveaux de déficits de productions (pastorale et agricole) des zones pluviales, l'amenuisement prévisible des stratégies d'adaptation comme le maraîchage, les activités liées à l'exode vers la fin de la saison sèche et la baisse des termes de l'échange (bétail/céréales et travail/nourriture) augurent une détérioration de la situation alimentaire courante. Selon les sources, l'estimation des populations qui connaîtront une insécurité alimentaire élevée varie du simple au double. En retient que dans les zones plus vulnérables du Sahel Ouest et Centre du Tchad, près de 60% des ménages sont pauvres et qu'au sein de ces ménages les enfants, les femmes et les personnes âgées constituent la couche la plus vulnérable et susceptible de connaître une insécurité alimentaire élevée, voire extrême au moment fort de la soudure (juin/septembre). Leur situation, nécessitera des interventions ciblées essentiellement en assistance alimentaire (food for work, cash for work, programmes nutritionnel et aides alimentaires gratuites) et sanitaire pour couvrir leur besoins alimentaires et non alimentaires pendant la prochaine période de soudure.

De ce qui précède, la mission conjointe recommande:

- Au Gouvernement : d'éviter d'une part, les mesures restrictives au libre échange des denrées alimentaires. Ces mesures, sans empêcher les flux transfrontaliers et internes, surenchérisent les prix des denrées et diminuent les opportunités économiques des ménages pastoraux et agropastoraux fortement dépendant des marchés ces temps-ci. D'autre part, de reconstituer le stock national de sécurité et ceci à partir des zones de production et des importations pour pallier en premier lieu à toute éventualité pendant la soudure.
- Aux Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire : de maintenir une vigilance accrue sur ces zones potentiellement vulnérables à l'insécurité alimentaire, procéder au ciblage à temps des plus nécessiteux et proposer des actions d'atténuation appropriées à fin de juguler l'insécurité alimentaire pendant la soudure et permettre une meilleure productivité agropastorale.
- Aux Dispositifs de réponse : d'apporter aux populations identifiées, une assistance alimentaire (food for work, cash for work, programmes nutritionnel et aides alimentaires gratuites) et sanitaire pour couvrir les besoins d'urgence ciblés. Les programmes de développement en cours pourraient intégrer des interventions nutritionnelles au profit des enfants à bas âges.
- Aux acteurs humanitaires : de renforcer leur présence dans les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire au Sahel Ouest et Centre et d'accroître la capacité d'opération des ONGs et structures de réponses à fin d'assurer une meilleure coordination des actions de réponses sur le terrain.

I. Introduction

Dans le cadre de l'évaluation de la situation alimentaire, des marchés et des flux transfrontaliers et leur incidence sur la sécurité alimentaire, dans le Bassin Est (Benin, Nigeria, Niger, Tchad, Nord Cameroun), une mission conjointe Gouvernement du Tchad et les partenaires du réseau national sur la sécurité alimentaire en collaboration avec les Institutions régionales (CILSS, FEWS NET, PAM, SAP-FAO) a été organisée du 26 janvier au 03 février 2010 dans la partie tchadienne du bassin Est. Pour mieux étudier la situation alimentaire courante dans les zones à haut risque d'insécurité alimentaire et les principaux marchés d'échanges internes et transfrontaliers, la mission s'est scindée en trois équipes et suivant trois axes sur le territoire tchadien.

Un axe couvrant la zone méridionale où les principaux marchés jouent un rôle prépondérant aussi bien dans les échanges internes et qu'externes des produits agricoles et pastoraux avec le Cameroun, Nigeria et la Centrafrique. Cette équipe était composée de Messieurs **Ngabo Guila Ngague** du SAP/FAO, **Rimtebaye Rianger** du PAM, M. **Tao Bouhouraye**, DSA/DPA et Mme Aché Ngaba de la CCIAMA.

Un axe central reliant le centre et l'Ouest du sahel tchadien touchant les zones plus affectées par la mauvaise campagne agropastorale 2009/10 et celles frontalières avec le Soudan. Cette équipe était composée de Messieurs **Bianpambé Patallet**, Représentant National Adjoint FEWS NET/USAID ; **Moustapha Mahamat Abakar** de la CCIAMA et **Salahadine Adoum Rahama** de l'ONASA.

Enfin, un axe couvrant le Nord Ouest intégrant les zones agropastorale et de transhumance les plus affectées par les campagnes agropastorales médiocres des deux années consécutives. Cette équipe était composée de Messieurs **Salif Sow**, Représentant Régional FEWS NET/USAID/CILSS Afrique de l'Ouest, **Mahamat Foye** Représentant National FEWS NET/USAID/Tchad, **Djobgue Danrhet Sama** du Ministère de l'Élevage/Tchad et a séjourné dans les départements de Dagana, de Barh El Gazal, du Wayi et Mamdi).

Les deux équipes dirigées par FEWS NET ont évalué la situation alimentaire des zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire au centre et l'ouest du Tchad en utilisant l'approche économie alimentaire à travers des focus groupes. Il s'agissait de mieux appréhender la répartition des groupes de richesses, les sources de revenus et les sources alimentaires des ménages tout en les comparant aux profils existants. En plus des focus groupes sur les deux axes, partout ailleurs, les équipes ont rencontré et échangé avec les principaux acteurs des marchés, notamment les commerçants, les producteurs, les consommateurs, les agents de suivi des marchés, les collecteurs de taxes, les associations de gestion des marchés, l'administration et les autorités coutumières et dans certains cas la société civile. Elles ont aussi échangé avec les techniciens du Ministère de l'Agriculture de l'élevage et de la pêche et de l'environnement. Conformément aux TDR, cette mission au Tchad avait comme objectif d'évaluer *la situation alimentaire courante dans les zones les plus touchées par le déficit de production (agricole et pastorale), des marchés locaux, les flux transfrontaliers et leurs incidences sur la sécurité alimentaire globale nationale et sous régionale. Les résultats souvent synthétiques sont présentés dans ce rapport.*

II. Situation alimentaire courante

Les paragraphes suivants donnent la situation alimentaire courante dans chaque localité visitée, tout en précisant les groupes les plus touchés et les stratégies actuellement en cours en rapport avec les sources habituelles de nourritures et de revenus. Sur chaque axe, les situations alimentaires se présentent de différentes manières et l'approvisionnement des marchés se ressemblent quelques peu par le volume et les

denrées qui s'y trouvent. Mais l'animation des marchés se diffère d'une zone d'économie alimentaire à une autre.

1. Situation alimentaire dans la zone méridionale

Dans la plus part des localités de la zone soudanienne telles que le département de Gourkosso, et la partie Est du département de Lac Weye, la production céréalière a été médiocre. Une partie importante des producteurs dépendra du marché dès le mois de mars en ce qui concerne les céréales grâce à un approvisionnement assuré par la région du Logone oriental et les zones à bonne production de la Tandjilé Est.

Les revenus tirés de la vente de sésame essentiellement et dans une moindre mesure de l'arachide, permettront de traverser la période allant de mars à juin. Les autres activités génératrices de revenus tels que la pêche dans le Lac Weye, n'étant pas fructueuses à cause de niveau très bas des eaux, cette population entamera avec difficultés la période soudure.

Les perspectives sont aussi mauvaises pour les localités dont les plaines d'inondations n'ont pas reçu suffisamment d'eau et pour les zones exondées qui ont souffert du même phénomène. Ce sont principalement les cantons Mouta, Holom Gamé et Youé dans le Mayo Kebbi Est. Ces zones pourraient éventuellement bénéficier des importations céréalières de Pont Carol.

Les ventes subventionnées de l'ONASA (si elles sont orientées vers les populations les plus nécessiteuses) et l'importation des céréales en période de soudure pourront contribuer à atténuer les difficultés alimentaires qui se profilent à l'horizon.

2. Situation alimentaire dans la zone couvrant le centre-Est du sahel tchadien

Dans la plupart de localités de la zone couvrant le Centre-Est du sahel tchadien, un grand nombre des ménages est sujet à l'insécurité alimentaire modérée qui pourrait évoluer vers une insécurité alimentaire élevée selon les zones d'économie alimentaire. Des discussions avec les groupes des ménages et les acteurs de marchés, il ressort que la disponibilité de céréales est faible. De même, l'accessibilité aux aliments de base devient de plus en plus difficile pour les ménages pauvres aux regards de leur prix sur les marchés.

Dans la zone de céréaliculture pluviale, représentée par le village Fircha, village de 250 ménages et situé à 50 Km au Nord-Ouest d'Abéché est composé en majorité des agriculteurs. La principale source de nourriture des ménages demeure leur propre production agricole. Une partie des récoltes sert également des sources de revenus (liquidités) pour les ménages. Une partie de la population de Fircha est constituée des éleveurs qui se procurent de la nourriture grâce à la vente des bétails.

Au passage de la mission, le 30 janvier 2010, le coro de mil coûte 700F contre 500F l'année dernière à la même période. Et selon les responsables des ménages rencontrés, le mil est disponible sur le marché hebdomadaire du village, mais le prix est inaccessible pour les ménages démunis. Des stratégies de réponses sont partout en cours au niveau des ménages, mais seule la vente de mains d'œuvre et de bétail est porteuse face à l'insécurité alimentaire prévisible. Ainsi à cette période précise, les bras valides sont pour la plus part dans les centres urbains (Abéché, Biltine, N'Djamena) à la recherche d'emplois. Les revenus journaliers issus de la vente de mains d'œuvre sont estimés à 2000 Fcfa par jour, moyenne en vigueur depuis deux ans. Ceci ne semble pas répondre aux besoins financiers actuels des exodants, d'autant plus que les emplois se font aussi rares, à cause du nombre croissant des demandeurs qui limite l'opportunité d'avoir régulièrement d'emplois et de revenus.

Dans la zone de transhumance, le village Am Djoufour situé à 15 kilomètres d'Oum-Hadjer est composé en majorité des éleveurs. La source de nourriture repose sur les achats possibles grâce à la vente des bétails. Les produits animaux (lait et beurre) et la vente des bétails constituent des sources de revenus (liquidités) pour les ménages. Malgré la baisse des termes de l'échange bétail/céréales, cette stratégie permet aux ménages pastoraux de reconstituer des stocks qui vont s'ajouter à ceux engranger pendant la transhumance pour prévenir la période de soudure.

Selon des enquêtes menées par AFRICARE, dont la méthode est basée sur le « calendrier de la sécurité alimentaire », les besoins alimentaires de cette population en rapport avec leurs propres productions ont permis de distinguer les trois catégories sociales. Ainsi, les ménages qui arrivent à couvrir sans difficultés leurs besoins alimentaires sont classés dans la catégorie des ménages aisés et ceux-ci représentent 25% de la population, ceux qui complètent leurs propres productions par la vente de petits ruminants sont classés comme ménages moyens et représente 30 % alors que les démunis qui constituent la plus grande proportion englobe 45% de la population. Ce groupe des populations fait recours à l'emploi dont l'apport dans les sources de nourriture est d'environ 10%, les ménages pauvres ont toujours de difficultés à atteindre les nouvelles récoltes d'où le recours aux emprunts, donc à l'endettement perpétuel.

Pendant la visite de la mission dans la zone le 31 janvier 2010, le coro de mil coûtait 700F contre 450F l'année dernière à la même période sur le marché d'Oum-Hadjer, où le mil est disponible mais à un prix inaccessible pour les ménages démunis. Face aux déficits de production chronique, les bras valides au sein des ménages pauvres s'adonnent à l'exode. Cette année au regard de la cherté, des bras valides ont massivement quitté le village à la recherche de moyens pour nourrir les autres membres de la famille restés sur place. Ainsi à cette période précise, les bras valides sont pour la plus part dans les centres urbains (Abéché, Biltine, N'Djamena) à la recherche d'emplois. Cette année où la demande d'emploi locale est excessive, l'ONG AFRICARE fait remarquer que le départ de jeunes est très significative par rapport à une année normale.

Dans la zones agropastorale, les villages Korbo Beth (région du Guéra) situé à 17 kilomètres au nord Est de Bitkine et Ndeidji Rassal Fil situé à environ 5 kilomètres vers le Nord Est de Bokoro, la situation alimentaire courante semble identique; malgré la diversité de stratégies développées par les ménages. Korbo Beth renferme en majorité des agriculteurs. Cependant, quelques éleveurs y résident également. La principale source des revenus et des nourritures demeure la production agricole. Alors que Ndeidji Rassal Fil qui compte 115 ménages composés en majorité des Arabes et Boulala dont la plupart pratique l'agriculture comme principale activité qui leur génère autant de la nourriture que des revenus. L'élevage vient en seconde position et reste déterminant pour la catégorisation des classes sociales. Pour cette année, où le mil est cher, 650F/coro à Korbo contre 450 l'année dernière et 500 F/coro à Ndeidji contre 350 l'an passé, toutes les trois catégories de ménages doivent exceptionnellement compléter leur propre production par les achats afin de satisfaire leurs besoins en céréales. Dans les deux villages, le prix est en ce moment au dessus du pouvoir d'achat des pauvres qui font souvent recours à l'emploi afin de procurer les compléments des nourritures. Mais cette stratégie est peu porteuse au niveau local cette année. D'où l'exode massif des bras valides qui partent en ville à la recherche d'emplois. Tous les éleveurs et/ou agropasteurs interviewés témoignent de leurs difficultés à reconstituer les réserves alimentaires pour les prochains mois et redoutent dès avril 2010, une soudure agricole et pastorale plus précoce que d'habitude qui nécessitera des efforts supplémentaires, plus de vente de betail, pour pallier à l'insécurité alimentaire.

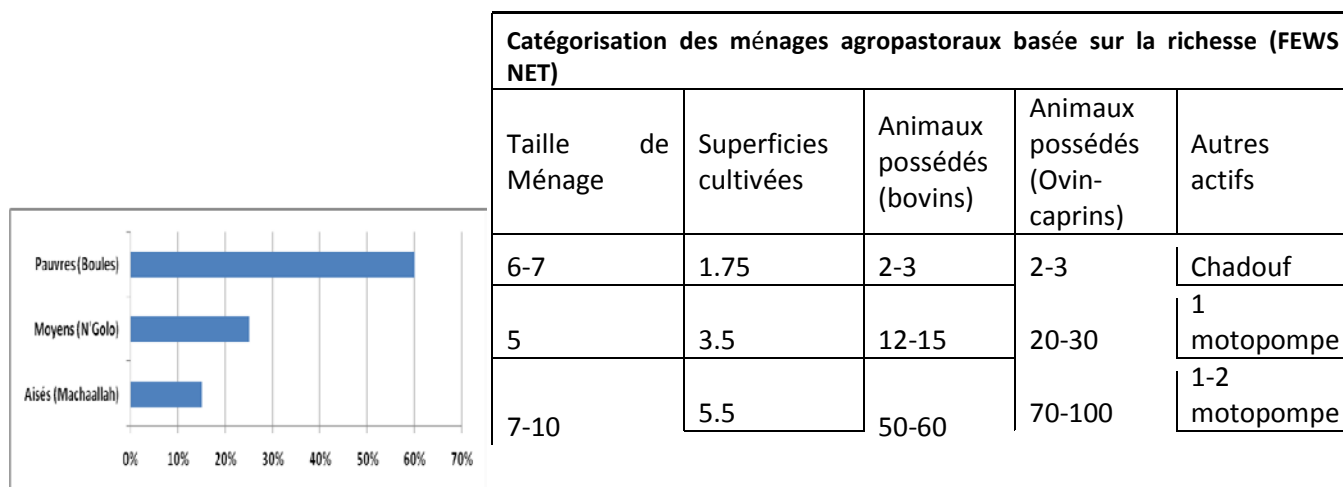
3. Situation alimentaire dans la zone couvrant les zones agropastorale et de transhumance (Sahel Ouest).

Les localités parcourues par la mission à travers l'axe Nord-Ouest relèvent des zones de moyens d'existence agropastorale (Massakori), transhumance pastorale (Moussoro, Ngouri), et agropastorale/pêche (Bol).

Au niveau de la zone des moyens d'existence agropastorale, malgré la baisse de la production pluviale, l'approvisionnement par la capitale N'Djamena à partir de zones relativement excédentaire assure actuellement un fonctionnement satisfaisant des marchés du Sahel ouest.

Dans la zone agropastorale nord (Massakory) et de transhumance pastorale (Moussoro, Ngouri) les ménages sont sous le choc de la deuxième campagne agropastorale médiocre et d'un niveau de prix élevé des céréales de base. La zone de Ngouri partie continentale du Lac, bénéficiant faiblement des potentialités agropastorale et halieutique du Lac est sous le choc de la perte quasi-totale de sa principale production céréalière de mil dunaire. Une évaluation rapide rurale (avec des focus groupes) fondée sur l'approche économie alimentaire a permis d'établir la répartition des richesses (catégorisation) et la source alimentaire des ménages dans certains villages visités. La catégorisation des ménages en groupe de richesse permet de mieux comprendre plus tard la répartition des sources alimentaires par types de ménages (graphique 1).

Graphique 1 : Catégorisation des ménages par groupes de richesse



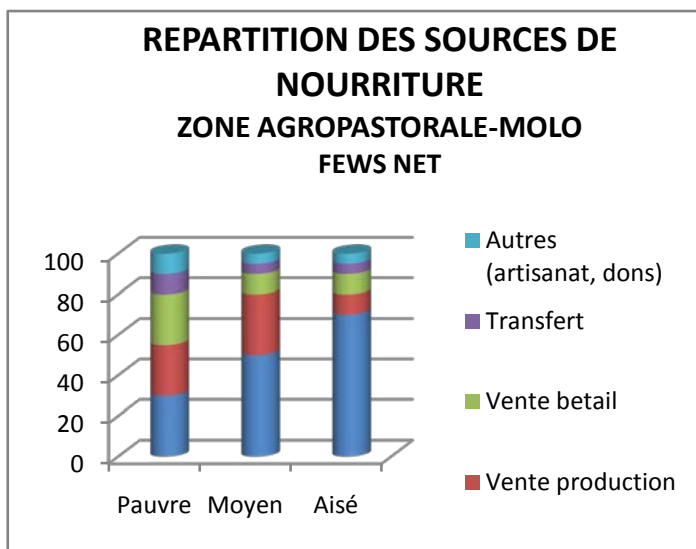
Ici en année normale, les ménages se procurent la nourriture par les achats complémentaires sur les marchés assurés pour les catégories de ménages nantis et moyens par la vente de bétail et des produits maraichers. Au passage de la mission dans les zones pastorale et agropastorale, les ménages moyens à riches s'adressent comme d'habitude au marché pour assurer leur nourriture et constituer leurs stocks.

Quant aux ménages pauvres qui peuvent représenter près de 60% du total des ménages des villages de ces zones, faces aux faibles récoltes autoproduites, ils intensifient leurs stratégies d'existence particulièrement la vente de leur main d'œuvre (maraîchage, travaux domestiques, docker au port fluvial de Bol) pour subvenir à leurs besoins et constituer des réserves en prélude de la soudure. Récemment, un accent particulier a été mis sur le développement et l'intensification du maraîchage dans les Ouadis, zones d'écoulement pendant la saison des pluies très riches en limons. A travers les productions maraîchères, les ménages aisés et moyens tirent l'essentiel de leur revenus devant servir aux achats des alimentaires quant au même moment les ménages pauvres en profitent et en bénéficient surtout à travers le salariat agricole. Même si celui-ci est complété plus tard par les revenus de l'exode ou de la vente de la volaille et de quelques rares têtes de petit bétail pour satisfaire les besoins alimentaires (graphique 2). Plus que d'habitude, le maraîchage dans les

ouadis, procure cette année une grande partie des revenus servant à se procurer de la nourriture aussi bien chez les ménages pauvres, moyens que nantis. Parallèlement, le maraîchage constitue aussi une opportunité de source de revenus et alimentaire pour les ménages pauvres. Aussi l'engouement pour la pratique du maraîchage grâce aux appuis des programmes intervenant sur place, mais aussi et surtout la hausse actuelle du prix des produits comparée à 2008/09). Le prix des oignons et l'ail a quasiment triplé sur les marchés de consommation. A Moussoro, sous l'impulsion de l'ONG ALP et PSAOP, la superficie maraîchère a augmenté de 33% et pratiquement triplée pour le l'ail.

Graphique 2 : Répartition source alimentaire des ménages agropastoraux par groupes de richesse: Village de Molo (Ngoury, département de Wayi) région du Lac.

Après le maraîchage, ou au niveau des villages où les conditions de maraîchage ne sont pas répandues, l'exode des bras valides vers les centres urbains comme Bol et N'Djamena pour la recherche d'emplois restent la principale stratégie. Beaucoup de saisonniers servent à décharger les pirogues au niveau du port fluvial de Bol. Chaque déchargement d'une pirogue d'environ 15 Tonnes rapporte entre 5000 et 7500 CFA à chaque docker qui peut participer par jour au déchargement de à trois pirogues. C'est vrai que la fréquence des pirogues diminuera au fur et à mesure que l'eau se tire à partir de février, mais le prix du déchargement connaîtra une hausse au fur et à mesure pour atteindre les 10 000 CFA car demandant plus d'efforts pour les dockers obligés de parcourir plus de distance entre la pirogue et la terre ferme.



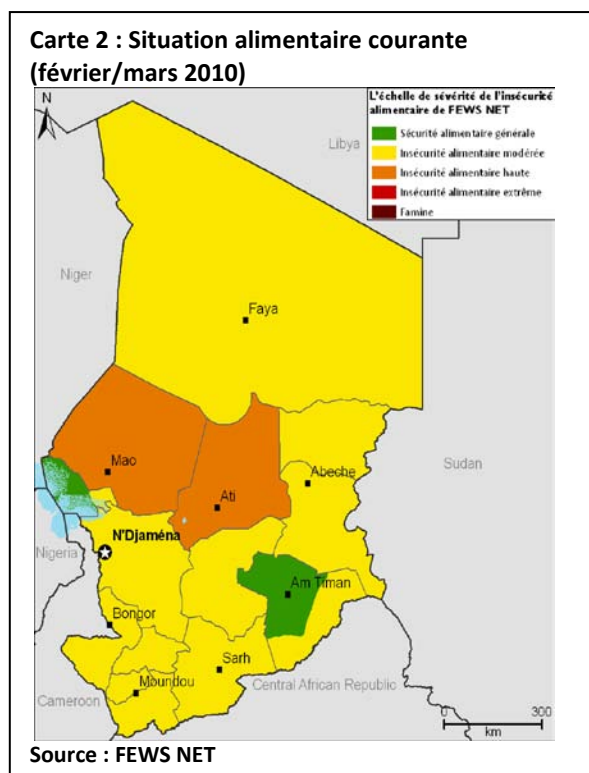
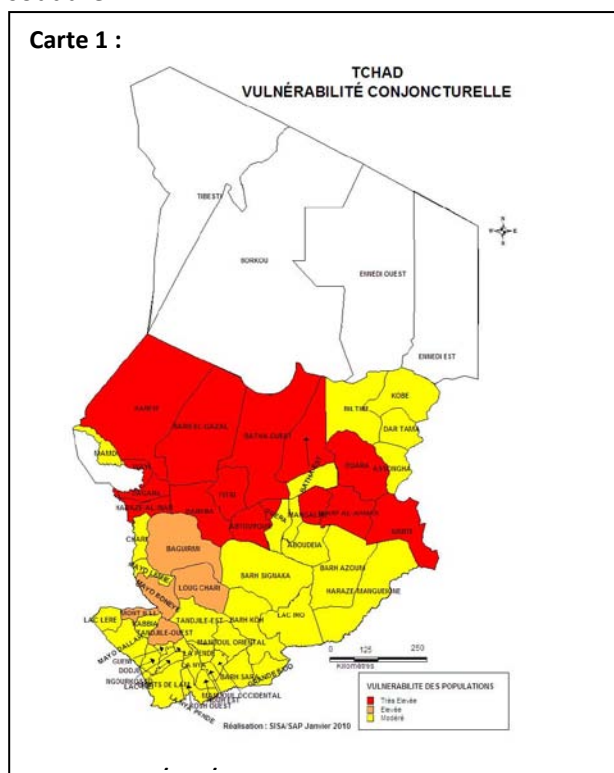
En plus, le foisonnement des chantiers des grands travaux d'infrastructure (route, bâtiment) à travers l'ouest du Tchad, constituent actuellement une opportunité de création d'emplois pour la catégorie des ménages pauvres et occupent présentement une grande partie des bras valides à travers la zone. Hormis ces opportunités, les stratégies des ménages pauvres d'accès à la nourriture et aux revenus sont en grande partie soutenues par la prestation de leur main d'œuvre auprès de ménages moyens à riches à l'intérieur de la zone ou entre les zones.

Au passage de la mission, la situation alimentaire des ménages pauvres à moyens dans les zones pastorales et agropastorales se caractérisait par l'épuisement des faibles réserves issues de la récolte pluviale et les faibles disponibilités en lait avec le départ précoce de la transhumance vers le sud. Dans les zones pastorales, la morosité économique induite par la chute du prix de gros bétail dans la zone limite les possibilités d'offre d'emploi à l'endroit de ces ménages. Les conditions pastorales déjà médiocres continuent de se dégrader avec la pénurie de pâturage et d'eau d'abreuvement conduisant à une détérioration plus accélérée de l'embonpoint des animaux. Une amorce de déstockage en particulier des femelles est observée sur les marchés de Moussoro et Massakory visités durant la mission. Du fait du niveau élevé des prix de céréales de base en particulier le mil pénicillaire et de la chute continue du prix du gros bétail, les termes d'échange gros bétail/mil pénicillaire restent défavorables à l'éleveur et l'agropasteur moyen vendant son animal pour se procurer de la nourriture. Ainsi, les éleveurs agropasteurs interviewés évoquent des difficultés de reconstitution des réserves alimentaires pour les mois à venir et redoutent une soudure pastorale précoce dès Avril 2010. Cependant, la

chute des termes de l'échange ne concerne pour le moment que les vendeurs du gros bétail. Les petits ruminants moins touchés par les difficultés pastorales et bénéficiant de la forte demande se vendent toujours mieux (graphique en annexe).

Au niveau de Bol, les disponibilités alimentaires sont satisfaisantes mais restent inférieures comparées à l'année dernière en particulier pour le mil pénicillaire dans la région, suite au déficit hydrique, l'essentiel de sa production en cette céréale pratiquée sur les dunes. Le Marché de Bol, assure sur la base des dernières récoltes du maïs, l'approvisionnement de la partie continentale du Lac, la région du Kanem et N'Djaména et dans une moindre mesure le Bahr El Gazel. La demande reste essentiellement appuyée par la reconstitution des stocks des ménages. La disponibilité du maïs sur le marché a permis de maintenir un prix stable à légèrement en baisse, entre octobre et novembre 2009, mais l'amorce de la campagne d'achat de l'ONASA à Bol, lancée en début janvier, a induit une hausse de plus de 20% % en Janvier 2010. Le principal stock institutionnel demeure celui de l'ONASA qui vient d'être reconstitué à travers une campagne d'achat local à concurrence 9750 sacs (environ 975 MT) sur le fonds disponible, produit de la vente subventionnée.

En perspective, l'analyse consensuelle de la vulnérabilité fait ressortir des zones à vulnérabilité à l'ouest et centre du Sahel du Tchad (cartes 1 et 2). Il s'agit en fait les ménages pauvres des zones d'économie pastorale, agropastorale et agricole qui vivent pour l'instant une insécurité alimentaire modérée. Toutefois, les niveaux de déficits de productions (pastorale et agricole) des zones pluviales, l'amenuisement prévisible des stratégies d'adaptation comme le maraîchage, les activités liées à l'exode vers la fin de la saison sèche et la baisse des termes de l'échange (bétail/céréales et travail/nourriture) augurent une détérioration de la situation alimentaire courante et par conséquent des niveaux d'insécurité alimentaire élevés à partir d'avril/mai. Selon les sources, l'estimation des populations qui connaîtront une insécurité alimentaire élevée varie du simple au double. On retient que dans les zones plus vulnérables du sahel Ouest et Centre du Tchad, près de 60% des ménages sont pauvres et qu'au sein de ces ménages les enfants, les femmes et les personnes âgées constituent la couche la plus vulnérable et susceptible de connaître une insécurité alimentaire élevée, voire extrême au moment fort de la soudure (juin-septembre). Leur situation, nécessitera des interventions ciblées essentiellement en assistance alimentaire (food for work, cash for work, programmes nutritionnel et aides alimentaires gratuites) et sanitaire pour couvrir leur besoins alimentaires et non alimentaires pendant la soudure.



III. Situation des marchés agricoles, flux, perspectives et impact sur la situation alimentaire.

Cette synthèse présente des informations sur les marchés internes et transfrontaliers visités sur les trois axes, leur dynamisme, le comportement des acteurs et l'évolution des prix et des termes de l'échange. Les données et graphiques qui illustrent cette analyse sont confinées dans les annexes.

La période du déroulement de la mission coïncide avec la post récolte pluviale et la maturation des cultures de contre saison dans la zone. Le constat fait dans les zones de transhumance et agropastorale sillonnées est que l'offre céréalière locale est quasiment nulle. Les marchés de Gama et de N'Djamena dans le Chari Baguirmi, celui de Bol dans la région du Lac assurent l'essentiel du ravitaillement actuel dans la zone. Exceptionnellement du sorgho de la zone soudanienne attendu traditionnellement en période de soudure (mai-juin) est actuellement observé sur les marchés.

1. Situation des marchés dans la zone soudanienne

a. Marché de Pont Carol

Le marché de Pont Carol est doublement approvisionné par les producteurs situés sur un rayon d'environ 70 km autour de la localité et par les demi grossistes ayant les moyens (matériels et financiers) d'aller beaucoup plus loin dans les marchés des zones de production des départements voisins : Keuni, Reb-Reb, Gagal, Salmata dans le Mayo-Kebbi Ouest ; Laoukassy, Mandakouti, Beissa, Am-Baki et Mar dans le département de la Djé au Logone Occidental. Le niveau d'approvisionnement du marché de Pont Carol, s'est nettement amélioré aussi bien par rapport à l'année dernière que par rapport aux cinq dernières années. Cette situation est consécutive à la pluviométrie de la campagne en cours jugée relativement bonne dans la zone et d'une reconversion quasi spontanée des producteurs en faveur de la culture des oléagineux au détriment de la culture du coton, jadis principale culture de rente et dont malheureusement le recouvrement des revenus est devenu aléatoire depuis plus de sept ans.

Les flux des oléagineux et légumineuses vers le Cameroun et le Nigeria, commencé comme par le passé en ce début du mois de janvier 2010 se poursuivent à un rythme soutenu à raison de 1.000 sacs de 100 kg par semaine. Les flux en direction de N'Djamena, démarré plus tôt au mois de septembre se chiffrent à 6.500 sacs de sésame et arachide en moyenne. En plus de la capitale, Pont Carol approvisionne Kélo, Moundou, Bongor, tant en céréales, en oléagineux qu'en légumineuses. Présentement on assiste à une situation de relatif équilibre entre l'offre et la demande en oléagineux et légumineuse justifiée par la courte durée de stockage (une semaine au plus) de ces produits.

b. Marché de Moundou

Le niveau de l'offre actuelle en sésame est le meilleur jamais atteint. Cet oléagineux moins exigeant en eau a pu être beaucoup produit malgré une pluviométrie jugée globalement déficitaire par rapport à l'année dernière considérée comme une année moyenne dans la zone. Aussi, à cause du niveau incitatif des prix atteint l'an dernier (jusqu'à 80 000 FCFA, le sac de 100 kg), beaucoup de producteurs ont opté pour cette culture au cours de la campagne agricole 2009/2010, au détriment de la culture du coton. Ce qui explique un très bon approvisionnement du marché de Moundou en ce produit depuis le mois de décembre. Il faut cependant signaler que cet approvisionnement est fortement régulé par la demande en provenance du Nigeria

car c'est vers ce pays que part l'essentiel de sésame du marché de Moundou. Ainsi, ce sont les collecteurs au service des commerçants nigériens mais aussi les demi-grossistes qui vont vers les producteurs. Ceux-ci préfèrent présenter sur le marché leurs produits en dehors de la période des fêtes au risque de se retrouver dans une situation de mévente. Ils utilisent tout de même le canal téléphonique pour se renseigner sur le niveau des prix et planifier leurs ventes en conséquence.

Sur le plan organisationnel, les commerçants nigériens le sont mieux par rapport à leurs homologues tchadiens. Les grossistes et demi-grossistes tchadiens intéressés par l'exportation de sésame n'ont ni les moyens financiers ni les moyens matériels pour pouvoir faire face au monopole que leur imposent les nigériens, qui par ailleurs, contrairement aux tchadiens, ont entièrement le contrôle de leurs marchés parce que mieux organisés. Les commerçants tchadiens n'ont pas accès directement au marché et sont contraints de louer le service d'un intermédiaire. Dans ce genre de fonctionnement de marché, les producteurs se retrouvent totalement dépendants de la demande nigérienne et se retrouvent avec une quantité importante de produits sans avoir la possibilité de l'écouler normalement, les obligeant à brader leurs productions.

C'est pourquoi, l'appréciation de l'offre en sésame, tient compte en même temps de la quantité observée sur le marché et de la disponibilité au niveau producteur. La particularité cette année est qu'en plus de la production record de sésame, on note les achats opérés par les égyptiens qui se chiffrent à 4.000 sacs de 100kg de sésame. L'offre en arachide est moyenne et similaire à l'année dernière. Depuis la période des récoltes, un seul chargement de 600 sacs de 100 kg, soit 60 tonnes, a pu être exporté vers le Nigeria. Le flux vers N'Djaména se chiffre en moyenne à 20 chargements de 600 sacs de 100 kg hebdomadaire, soit approximativement 1200 tonnes par semaine

Quant aux céréales, l'offre est médiocre et est inférieure aux cinq dernières années. La pêche sur le Logone est de moins en moins fructueuse à cause du niveau des eaux qui a fortement baissé mais aussi à la pollution industrielle. Pendant ce temps, le poisson est rare et coûte cher comparé et au passé.

Les principaux marchés qui approvisionnent Moundou sont : Timbiri, Bedane, Kouloulou, Miladi, Ngadjibian, Bessao, Mbikou, Kabaroungar dans le Logone oriental ; Beinamar, Tapol, Deli, Roïti, Benoye, dans le Logone occidental.

c. Marché de Danamadji

Le marché de Danamadji est bien approvisionné en produits agricoles et en bétail. L'approvisionnement en céréales est jugé meilleur que l'an dernier mais semblable aux cinq années antérieures. Il est assuré aussi bien par les producteurs eux-mêmes que par les demi grossistes à partir des petits marchés hebdomadaires que sont Haoussa, Dopélé, Djegué Djegué, Sako-Gongo, Sandana, Goro, Goro 2.

L'offre a été forte sur la période d'octobre à décembre. Cela est consécutif à la production globalement satisfaisante. Elle a occasionné une baisse graduelle des prix obligeant les producteurs à faire de la rétention de stock à partir de fin janvier. La demande intérieure vient principalement des détaillants, demi grossistes et grossistes de la ville Sarh et de Danamadji.

Les flux vers la République Centrafricaine concernent l'arachide, le haricot et le poisson envoyés vers Bangui, Kaba et Kaka bandoro. Les exportations vers le Nigéria concernent le bétail sur pied.

En provenance de la République Centrafricaine sont importés le bois (planche), le miel, le pétrole qui sont majoritairement débarqués à Sarh et seulement une petite partie à Danamadji à cause de la capacité de consommation plus faible dans cette dernière localité.

Que ce soit pour l'importation ou pour l'exportation, les principaux acteurs de ces échanges transfrontaliers sont pour l'essentiel des grossistes et demi grossistes tchadiens résidant à Sarh ou en République centrafricaine. Ceux venant des grandes villes sont rares ou représentés par un intermédiaire à Sarh. Les commerçants expatriés sont très rares.

d. Marché de Pén

Les produits agricoles présentés sur le marché de Pén proviennent du Nigeria-village, Bekessi, Nderguigui, Ngara, Kagmaya, Dokho, Bangouli et Yomi. Cet approvisionnement est presque exclusivement assuré par les producteurs.

L'offre de ces produits est importante au point où l'on connaît actuellement une situation de mévente sur les principaux produits exportés, notamment arachide, haricot, sésame. Bien que les prix soient à un niveau semblable à celui de l'année dernière, la demande a considérablement baissé, probablement pour des difficultés liées aux diverses taxes prélevées lors du transport des marchandises.

Les flux vers les différentes localités du pays concernent le mil, le haricot, le maïs, l'arachide, le sésame, le pois de terre, les poulets, les moutons, les chèvres, envoyés vers N'Djaména, Doba et Bongor. Ce sont en moyenne quatre gros porteurs d'une capacité de 550 sacs de 100 kg chacun qui partent toutes les semaines vers ces différentes localités et ce, depuis le mois de septembre 2009.

La principale destination extérieure des produits achetés sur le marché de Pén, est Figuil au Cameroun. Les sorties hebdomadaires vers ce marché sont estimées à 6 voyages de 550 sacs de 100kg, principalement d'arachide et de haricots. A l'inverse, sont importés de ce pays, des produits manufacturés (savon, tissus) totalement débarqués à Moundou et Doba.

e. Marché de Sarh

Le marché de Sarh est fortement influencé par celui de Danamadji qui constitue une des principales zones d'approvisionnement. L'offre en céréales par les grossistes et demi-grossistes est importante. Le stock commerçant est appréciable. Ce stock est sur la place du marché. Les marchés d'approvisionnement sont : Djéké-Djéké Santana, Goro, Dembo, Roro, Danamadji, Toulala (Korbol), Dopélé, Houssa, Tarangala, Sako-Gongo et Bodo.

La plupart des acteurs des échanges transfrontaliers sont des demis -grossistes et grossistes tchadiens. En annexe les graphiques des prix observés sur les différents marchés des régions visitées par la mission.

2. Situation des marchés dans le Centre-Est du sahel tchadien.

Les prix des céréales quoique relativement stables sur la plupart des marchés du centre-Est et du Sahel du pays depuis octobre 2009, demeurent toujours élevés ; et pour cause, l'insuffisance de l'approvisionnement des marchés en céréales locales. Aussi, la persistance des effets de la hausse exceptionnelle des prix pendant toute l'année 2009, du fait de la spéculation entretenue par certains acteurs, et la psychose née des appels d'offres d'achat portant sur des grandes quantités lancés par et l'État tchadien certaines ONG (ACORD) dans les régions du pays, la baisse saisonnière des prix observée pendant les récoltes a été de faible amplitude et de très courte durée juste entre novembre et décembre 2009 et sur certains marchés du Dababa.

a. Marchés céréaliers à Abéché

Les céréales sont collectées dans les marchés hebdomadaires sur un rayon de 60 à 100 Km d'Abéché.

Les collecteurs et intermédiaires arrivent à livrer ces céréales sur le marché d'Abéché à 22000 F le sac de 100 Kg. De l'avis des chefs des ménages rencontrés ce jour, le mil est disponible sur le marché mais le prix reste inaccessible pour les ménages démunis. Les acteurs de marchés reconnaissent tous que le prix de mil est très élevé cette année et pourra encore être plus cher encore d'ici le mois de mai. Nonobstant le faible volume de céréales récoltées en cette campagne 2009/10, le prix de mil devrait être relativement abordable ; si seulement l'on levait les barrières placées à chaque 10 km sur les axes de marchés de collecte tels que Hadjer Hadid.

b. Marchés céréaliers à Bitkine dans le Guéra

Dans la zone céréaliculture, la période actuelle coïncide avec le début de récolte de céréales de contre saison, malheureusement on n'observe pas encore assez de berbére sur le marché. Sur le marché hebdomadaire de Bitkine par exemple, la plupart de céréales proviennent de Bokoro (Gama, Abzeini, Arbouchatak), de Melfi dans un petit village appelé N'Djamena-Ali Dinar. Le sac de 100 Kg de pénicillaire est vendu à 23500 F et celui de sorgho à 18000 F et de surcroît rare sur le marché. En moyenne on peut compter 30 à 40 sacs qui approvisionnent par semaine le marché et qu'en 15 minutes les femmes se distribuent pour les revendre en détails. A Bitkine, où le marché joue le rôle de collecte et de consommation, le prix de sac de mil est à 23 000F à la date du 01/02/2010. Le coro revient en détail à 650 voire 700 F alors qu'à la même période en 2009, le coro de mil valait 400F. Cette hausse subite qui contraste avec les tendances normales a pour causes la faible disponibilité de céréales due à la faiblesse des quantités de récoltes dans les zones de grandes productions qui dégageaient en temps normal le surplus de leurs productions de céréales et s'ajoute également les prix déjà élevés sur les marchés des villages fournisseurs comme Gama, Abzeini, Arbouchatak, etc....

c. Marchés céréaliers à Abzeini (Delbini) dans le Dababa

Depuis le début du mois de janvier 2010, sur la plupart des marchés de la zone sahélienne, une reprise de la hausse des prix des céréales s'est enclenchée mais sans grandes amplitudes. Ainsi à Bokoro, dans les marchés hebdomadaires de collecte (cas de Delbini ou Abzeini), le prix du sac de 100 Kg de pénicillaire est déjà à 20 000 FCFA. Parmi les causes de cette hausse subite qui contraste avec les tendances normales post récoltes, la faiblesse des quantités de récoltes dans les villages qui dégageait en temps normal le surplus de leurs productions de céréales.

On constate le développement des cultures de rente (sésame, arachide, niébé, etc.) comme réponse à la diversification des sources de revenus, entrepris par les paysans. Ceux ci ont intensifié les cultures d'arachide, de niébé, de sésame, dans les zones de grandes cultures céréalnières afin de rattraper le calendrier de semis. Le résultat se lit à travers les quantités mises sur les marchés au détriment des céréales. Ces cultures de rente procurent de revenus monétaires substantiels aux paysans.

Il y a lieu de souligner un fait majeur qui est l'augmentation de la demande de niébé et du sésame dans le Dababa. Jusqu'à une époque récente, la consommation de niébé par les populations de la localité était faible et la denrée était destinée à la vente aux commerçants de N'Djamena qui l'évacuaient vers le Nigeria. Mais, cette année, à cause de sa valeur nutritive constatée, le niébé mélangé avec un peu du riz satisfait en partie les besoins journaliers de la famille. Ainsi, on note une demande croissante de niébé et un report important sur sa consommation. Le prix d'un coro de niébé est actuellement de 600 F contre 400F en janvier 2009. Cela fait

partie des stratégies développées par les ménages pour ajuster leurs rations par rapport à leur besoin énergétique journalier.

d. Marchés céréaliers et bétail à Oum-Hadjer

A la date du 31 janvier 2010, le coro de mil coûtait 700F contre 450F l'année dernière à la même période. Le mil est cependant disponible sur le marché d'Oum-Hadjer, mais le prix est inaccessible pour les ménages démunis. Dans ces localités les stratégies des réponses des ménages sont basées sur la vente de bétail. Or le bétail a migré vers le sud et les quelques têtes restées sur place ne rapportent pas suffisamment d'argent. Ainsi, entre le mois de novembre, décembre et janvier le nombre des animaux présentés sont en baisse.

Mois	Novembre 2009		Décembre 2009		Janvier 2010	
	Bovins	Ovins	Bovins	Ovins	Bovins	Ovins
Nbre présentés	12484	12182	3463	2178	938	2438
Vendus	8939	10297	2412	1335	358	1911
Prix moyens FCFA	200000	30000	175000	20000	140000	18000

Ce tableau montre la baisse de prix de gros bétail sur les trois mois et la diminution de nombre des animaux vendus qui s'explique par l'absence de bétail dans la zone pastorale. Cela ne laisse pas apparaître le déstockage de bétail dans cette zone.

3. Situation des marchés dans les localités nord-ouest de la zone sahélienne

Au niveau du marché de N'Djamena servant de marché de transit pour ravitailler ces zones, l'approvisionnement demeure satisfaisant aussi bien en céréales locales à partir de la zone méridionale et le Salamat qu'à partir des échanges frontaliers pour les céréales importées à partir du Cameroun et du Nigeria mais ou transitant par ces deux pays. La zone du Lac en plus du ravitaillement à travers sa production locales échelonnée dans l'année en direction de la zones de transhumance et agropastorale, joue un rôle d'importance dans les trafics transfrontaliers des produits alimentaires. La restriction informelle plus ou moins forte des sorties des céréales de part et d'autres des frontières limite la circulation de céréales locales entre les trois pays riverains du Lac (Niger, Nigeria Cameroun) et le Tchad. Des produits alimentaires importés tels que le sucre, le riz, les pâtes alimentaires et les conserves arrivant en grande quantités du Nigeria et du Cameroun sont souvent la contre partie des exportations du Tchad concentrées sur le bétail sur pieds, le natron et frauduleusement les poissons fumés et séchés assujettis à une interdiction formelle de sortie à partir des îles tchadiennes du Lac.

a. Marché Céréalière de Moussoro et Massakori

Au niveau des marchés de Moussoro et Massakori visités au cours de la mission, l'approvisionnement en céréales locales est assuré à partir de Gama, N'Djamena et rarement à partir de la zone Hadjer Lamis en bordure du Lac Tchad. Le ravitaillement de Moussoro à partir des approvisionnements de Gredaya et Ngode est très faible et le sorgho de la zone soudanienne observé traditionnellement en période de soudure se trouve actuellement sur le marché. Comparée à l'année dernière, l'actuelle offre est jugée réduite par les acteurs sur le marché céréalier dans la zone. Le recul de production enregistré au niveau des traditionnelles zones d'approvisionnement en céréales locales (Gama, Amtiman, Karal) des marchés de Massakory et Moussoro explique cette situation. En outre, il se dégage des entretiens effectués avec des transporteurs et commerçants intervenant sur les axes d'approvisionnement de ces deux marchés, que la précocité de la transhumance en direction du Sud et la faiblesse du pouvoir d'achat en particulier des ménages pauvres

sédentaires réduisent le niveau de la demande solvable, ce qui incite moins ces opérateurs au ravitaillement de la zone. Ces opérateurs estiment une réduction de 20 à 30% de l'offre actuelle sur le marché comparée à celle de la même période de la campagne précédente. Les mercuriales suivies à partir du marché de Moussoro en particulier pour le mil pénicillaire principale céréale consommée dans ces zones montrent que le niveau des prix nominaux de l'actuelle campagne est supérieur à ceux de la précédente campagne et de la moyenne des cinq dernières années.

b. Le marché céréalier de la capitale (N'Djamena)

Important marché d'échange de part sa taille et sa fonction dans la commercialisation céréalière du pays, le marché céréalier de N'Djamena actuel se compose de 4 principaux lieux d'échanges physiques notamment le marché central de mil, le marché de Kargandjié, le marché de Dembé et le marché/entrepôt de Atrone. Le marché de Atrone constitue actuellement le plus grand entrepôt de céréales et des oléagineux au niveau de la capitale. Les acteurs intervenants sur ce marché sont quasiment des grossistes, demis grossistes les intermédiaires et les transporteurs nationaux mais aussi des opérateurs économiques nigériens venus pour la collecte du sésame destiné à l'exportation. Ce marché reçoit 150 à 200 tonnes de céréales par jour et le stock céréalier (toutes espèces confondues) disponible lors de notre passage sur ce marché est estimé à travers l'observation des entrepôts et des camions stationnés pour le déchargement à quelques 2500 tonnes de céréales. Le stock des oléagineux en particulier le sésame avoisine les 750 tonnes alors que les commerçants impliqués dans l'exportation du sésame s'accordent sur 1500 à 2000 tonnes exportées depuis le lancement de la campagne d'achat de ce produit. Le prix de vente du sésame à notre passage était de 440 000 F CFA/Tonne contre 465 000 F CFA pour début février 2009. L'arachide constitue un stock non négligeable dans ce marché et est estimée entre 1000 à 1500 Tonnes. La demande pour ce produit reste essentiellement assurée par les transformateurs nationaux en particulier les unités de transformations en huile. La tonne est négociée à 280 000 F CFA sur ce marché contre 320 000 F CFA à la même période l'année dernière.

Dans les trois autres marchés de la capitale, le marché central de mil, le marché de Karkadjie et celui de Dembé, grossistes, intermédiaires, détaillants et meuniers se côtoient et une certaine orientation est observée. Alors que le marché de Karkandjié est à prédominance maïs, le mil pénicillaire prédomine au marché central. Au marché de Dembé on y trouve la présence significative d'une gamme de céréales du (maïs, sorgho, riz et mil pénicillaire). Un travail fait la base d'un focus groupe avec les grossistes et meuniers sur la base de l'observation, le rythme d'approvisionnement, les possibilités de stockage hors marché et le rythme de consommation nous a conduit à une estimation approximative du stock actuel sur les principaux marchés de N'Djamena. Le stock céréalier à travers ces marchés est de l'ordre de 1500 tonnes à Karkandjié, 1000 tonnes à Dembé et 500 tonnes au marché de mil.

Les commerçants interviewés à travers ces marchés reconnaissent un approvisionnement actuel satisfaisant. Cet approvisionnement est essentiellement assuré par les céréales locales (mil, maïs, sorgho, riz) en provenance de la zone méridionale, le maïs en provenance du Lac, de Kerfi et du Salamat. Du maïs importé du Cameroun, du riz et de la farine de blé transitant par ce même pays sont également observés sur les marchés. Les disponibilités alimentaires sur les quatre marchés à travers le stock actuel des commerçants demeurent satisfaisantes face à une faible demande actuelle relevée par ces opérateurs. Les prix nominaux des céréales de bases (mil pénicillaire, maïs, riz) bien que supérieurs à la moyenne des cinq dernières années, restent en deca de ceux de la même période pour la campagne 2008/09. Toutefois, les opérateurs impliqués dans le commerce du gros sont très réticents à la reconstitution de stock de longue durée en prélude à la soudure. L'annonce d'un rehaussement du stock national de sécurité alimentaire mais aussi la pression faite sur ces opérateurs la campagne passée par le comité de suivi du plafonnement des prix conduisent à plus de réserves

par rapport à l'option d'un stockage prolongé. Au niveau du marché de Atrone, plusieurs commerçants reconnaissent être reconvertis au stockage du sésame et arachide non assujettis à ses mesures restrictives.

Pour les opérateurs économiques de la filière céréalière en particulier les gros commerçants, la faible demande institutionnelle notamment celle de l'ONASA contribue à l'actuelle stabilité voire une légère baisse de prix de certaines céréales. L'amorce de achats sur certains marchés notamment à Bol, a déjà conduit à une hausse localisée et si l'opération se généralise à travers d'autres marchés, l'onde de choc sera transmise d'ici la soudure, rendant difficile l'accès à la nourriture des ménages pauvres dépendants du marché. Par ailleurs le déguerpissement des commerçants du marché du mil pose actuellement un problème d'entreposage (en plein air des céréales). Cet aspect pourra perturber le fonctionnement du marché au prochain hivernage en particulier en période de la grande soudure (Juillet- Aout).

C. Situation pastorale et Marchés de bétail dans les zones pastorales

La situation pastorale à travers les deux zones agropastorale et de transhumance et marchés visités (Moussoro, Massakory, N'Djamena) se caractérise par une dégradation continue du pâturage et des points d'abreuvement conduisant à une détérioration plus accélérée des performances laitière et bouchère du bétail. Au niveau de la zone de Ngouri, la pénurie précoce de pâturage et la cherté croissante de complément de bétail annoncent des perspectives difficiles d'accès à l'alimentation pour le bétail. Face à cette situation on prévoit une détérioration prévisible d'ici le mois de juillet. Un mouvement d'une ampleur inhabituelle du bétail en particulier de la zone de Ngouri a été observé en direction du Lac. Cette concentration expose le bétail à certaines maladies en particulier la trypanosomiase dont la race Kouri du Lac est résistante mais pourra aussi susciter des conflits avec les éleveurs autochtones dans la gestion du pâturage. Une amorce de déstockage en particulier des femelles est observée à travers le nombre élevé de vache sur les marchés de Moussoro et Massakory visités durant la mission, mais également évoquée lors des entretiens effectués avec les commerçants de bétail à Ngouri, Bol et dans une moindre mesure au marché de bétail à N'Djamena.

La demande en cette période est timide et se résume à des faibles achats effectués par les exportateurs tchadiens, mais surtout les fournisseurs des bouchers des abattoirs de N'Djamena. La demande traditionnelle des acteurs intéressés par l'embouche du gros bétail en pareille situation est inhibée par la cherté de l'aliment bétail dont le prix de sac de tourteau qui vient d'amorcer la hausse est en augmentation de 15 % par rapport Janvier 2009, qui en soit était une campagne difficile ou le sac était échangé à 17500 contre 11000 F CFA/sac en janvier 2008.

L'offre du gros bétail boostée par le déstockage s'avère élevée comparée à une demande timide induite par la fluctuation de la Naira nigériane, mais aussi des possibilités limitées d'embouche du fait des difficultés d'accès à l'aliment bétail et l'interdiction de sortie femelle. Cette conjonction de facteurs a conduit à une chute des prix du bétail par rapport à 2009 au même moment, en particulier pour les vaches (-40%) sur certains marchés visités pendant la mission (voir Tableau en annexe). Compte tenu du niveau élevé des prix de céréales de base en particulier le mil pénicillaire et de la chute continue du prix du gros bétail, le terme d'échange gros bétail/mil pénicillaire déjà défavorable à l'éleveur/agropasteur moyen pourra davantage se détériorer d'ici le mois de Juillet, pendant la période de soudure des animaux. Ainsi, éleveurs et agropasteurs interviewés évoquent des difficultés de reconstitutions des réserves céréalières sur la base d'un terme très défavorable comparée aux années antérieures pour parer à une soudure alimentaire qui pourra s'installer dès la période mars/avril 2010.

4. Flux transfrontaliers et impact sur la sécurité alimentaire nationale

a. Flux dans la zone soudanienne à travers la frontière Sud du Pays (Bassin Logone -Chari)

Les flux vers l'extérieur constituent une opportunité d'affaire et de génération des revenus considérables tant aux producteurs qu'aux opérateurs économiques locaux. Au niveau producteur, les revenus tirés de la vente de l'arachide et le sésame qui constituent incontestablement des produits de rente servent de plusieurs manières :

- ils permettent, dans les zones où la production céréalière est déficitaire (situation pour la plupart liée aux facteurs conjoncturels), aux populations de se procurer les produits de base sur le marché grâce aux importations habituellement réalisées en période de pré soudure ou de soudure. Cette pratique est bien appréciée des populations dans la mesure où elles ont eu l'occasion d'en tester l'efficacité.
- L'importation des produits alimentaires tels que le sel, l'huile, le sucre, le miel, à des prix préférentiels, est un facteur non négligeable qui contribue à l'atteinte de la sécurité alimentaire des ménages.
- Ils offrent la possibilité de diversifier les aliments consommés par les ménages à travers les achats opérés sur les marchés, et contribuent ainsi, à diminuer les risques de malnutrition et autres maladies que pourront contracter les populations. Ils investissent également dans l'équipement agricole (charrue, charrette et leurs pièces de rechanges, et les animaux de trait). Ce qui contribuera à augmenter la production et améliorera la disponibilité.

Au delà des éléments liés à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations ci-dessus énumérés, les revenus tirés grâce aux échanges transfrontaliers servent à l'amélioration de cadre de vie et de bien être des populations à travers les possibilités de construction de logis, d'achat de moulin, des engins pour le déplacement.

b. Flux dans la zone du centre-est à travers la frontière Est du Pays

Il n'y a pas d'échange perceptible sur le marché d'Abéché qui se trouve beaucoup plus au centre. Cependant l'on peut observer assez de produits alimentaires originaires du Soudan, notamment les pâtes alimentaires qui sont importants sur le marché.

c. Flux à travers la frontière Ouest du Pays (Bassin du Lac Tchad)

Parmi les régions visitées par la mission, celle du Lac est frontalière avec le Nigeria, le Niger et le Cameroun. Les échanges avec ces trois pays à travers la région du Lac conditionnent grandement la sécurité alimentaire dans le bassin du Lac Tchad et ont un impact non négligeable sur la sécurité alimentaire dans la région du lac, à l'échelle nationale mais aussi sous régionale (Bassin Est).

Le Tchad exporte à travers la région du Lac en direction du Nigeria du bétail sur pieds et peaux, du natron et du poisson. Avec le Niger, c'est principalement le natron tchadien de Liwa, le maïs du lac Tchad et le bétail (surtout les vaches) qui sont exportés vers Nguigni et le reste du Niger. Le Tchad reçoit en échange du Nigeria, en plus des produits pétroliers, de construction et cosmétiques, des produits alimentaires dont le sucre, les conserves, le sel, les pâtes alimentaires, du sucre et des faibles quantités de farines de manioc. Les commerçants effectuant des échanges avec le Niger attestent l'approvisionnement à partir de Nguigni (Niger) de produits alimentaires tels que le sucre, riz, thé, huile et pâtes alimentaires en provenance du Benin en direction du Tchad à travers deux principaux axes : Nguigni-Daboua-Liwa-Bagassola et Nguigni-Rig_Rig-Mao.

Le bétail collecté à travers la région du Lac, du Bahr El Gazel et de Hadjer Lamis est acheminé dans la région à travers les points de sortie Ngouboua et Tchoukoutalia en direction de Bagakawa sur la rive nigériane. De Maiduguri au Nigeria où un transport par camion est assuré par le commerçant jusqu'à Lagos pour la vente de son bétail. Le convoyage jusqu'à Bagakawa est de 5000 F CFA par tête tandis que le coût de transport Bagakawa-Lagos est de 30000 F CFA /tête. Le Tchad ayant été jugé indemne d'épizootie par l'Organisation Internationale de l'Elevage, son bétail rencontre moins de difficultés pour la traversée de la frontière avec les trois pays riverains du bassin du Lac.

La restriction sur la vente de femelles de gros bétail en vigueur il y a quelques années est contournée par les éleveurs et agro-pasteurs par le biais de la vaccination. Les éleveurs en bordure du Lac en quête de la vaccination gratuite du côté nigérien, profitent de la traversée de la frontière Tchad-Niger pour liquider les vaches reformées trouvant ainsi un débouché à ces femelles.

Les échanges des céréales locales en particulier le maïs sont assujettis à une restriction de part et d'autre des frontières dans la zone riveraine du Lac Tchad. Toutefois, les commerçants interviewés de la région du Lac reconnaissent un contrôle plus coercitif au Tchad par rapport au Nigeria et au Cameroun, ce qui limite formellement et relativement la sortie du maïs du territoire tchadien. Néanmoins, les difficultés de contrôle dans la partie insulaire font que ce contrôle est souvent déjoué et une partie plus ou moins importante du produit a toujours, de manière très subtile, franchi les frontières.

Concernant l'évolution de la dynamique des flux transfrontaliers dans la région, les commerçants de Ngouri ont relevé une certaine dynamique intégrant les échanges transfrontaliers avec le Nigeria grâce aux relatives facilités douanières offertes sur cet axe qui attirent plus de commerçants desservant l'intérieur du pays en particulier Ati (Batha) et Abeche (Ouaddai). Les principaux produits alimentaires échangés à travers ce circuit sont le sucre (70%), la farine de blé, les pâtes alimentaires, huile, les conserves (sardines, tomates, lait) et les biscuits.

Les commerçants notent une baisse des échanges transfrontaliers en particulier à travers Bol, Bagassola, Ngouboua, Tchoukoutalia et Liwa expliquée en grande partie par la forte fluctuation de la Naira nigériane. Ces localités constituent les principaux pôles pourvoyeurs d'emploi actuellement dans la zone à travers la manutention, l'extraction du natron, le convoyage du bétail et intègrent suffisamment les stratégies des ménages pauvres recourant à ces opportunités pour diversifier leur source de revenus et partant améliorer leur accès à la nourriture. La saisonnalité des échanges transfrontaliers fait qu'une dynamique est observée entre Janvier et Juin puis une période relativement morte s'installe avec la baisse du niveau d'eau du Lac. Le déficit hydrique de la campagne 2009/10 fait que des difficultés des navigations sont déjà observées lors du passage de la mission et une interruption précoce des échanges transfrontaliers dès Avril est redoutée par les commerçants au lieu de Juin-Juillet en temps normal. Ceci aura des conséquences non négligeables à la fois sur la disponibilité alimentaire et sur les stratégies des ménages pauvres dépendant de ces échanges pour l'accès à la nourriture.

Les ménages de localités riveraines du Lac Tchad (Bagassola, Ngouboua, Tchoukoutalia, Kinesseroum, Tchongolé Koulboua ..etc) utilisent presque exclusivement la Naira comme monnaie courante pour leurs transactions commerciales et sont de ce fait souvent victimes de système de changes auxquelles se livrent les cambistes à travers la fluctuation de la Naira/ F CFA. A titre d'exemple le crédit Zain de 500 F CFA est vendu à travers ce jeu à 600 F CFA.

Les commerçants exportateurs de bétail interviewés à Bol ont évoqué une contrainte majeure dans l'exercice des échanges transfrontaliers qui souvent, débouche sur la faillite d'un grand nombre d'acteurs. Ainsi, en cas

de faible demande à Lagos du bétail, les exportateurs peinent à garder le troupeau surtout avec la cherté croissante de l'aliment bétail, en attente d'une reprise favorable du cours Naira/F CFA. Ceci les contraint souvent à brader leur troupeau, parfois à crédit affectant ainsi le volume et la rotation du capital.

Les contraintes liées à ce trafic pour les exportateurs tchadiens et éleveurs dans la zone demeurent l'interdiction sans exception des femelles à l'exportation. Le marché local étant de faible consommation, l'on assiste à une faible valorisation des femelles de réforme.

Le manque d'établissement financier et le foisonnement des actes d'insécurité civile de part et d'autres des frontières constituent une autre contrainte relevée dans ces échanges, mais cette contrainte est en partie atténuée par les stratégies de commerçants de retirer après assurance des deux parties des dépôts équivalents de part et d'autre de la frontière.

L'évolution de la situation des échanges transfrontaliers des produits de pêche dans la zone du Lac reste largement marquée par l'application des mesures prises par le Gouvernement pour renforcer la sécurité alimentaire à court terme dans une optique d'exploitation durable des réserves halieutiques. Le suivi plus rigoureux à travers une brigade relativement équipée réglementant la pêche et l'interdiction d'exportation du poisson des îles du Tchad vers le Nigeria et le Cameroun a certes réduit la fraude, mais a aussi eu des effets néfastes sur les ménages pêcheurs opérant dans la zone du Lac Tchad. D'après le responsable du Projet de Développement de la Pêche (PRODEPECHE) à Bol, l'instauration de la trêve écologique a permis la réapparition des poissons de taille satisfaisante et à prix moyennement accessibles aux ménages de la zone. Toutefois, ne pouvant utiliser des mailles traditionnelles non réglementaires, une grande partie des pêcheurs ont migré vers les eaux nigérianes et camerounaises où le suivi de la réglementation est souple. Sur la base de ce principe une Instance d'Orientation de Développement dotée d'une pirogue et de plus de 400 filets de diverses mailles réglementaires est mise sur pied et opérationnelle à Kinnesseroum. Trois autres instances sont en gestation pour les localités de Fitné, Tetoua et Bol. Par ailleurs des mesures d'accompagnement à travers un fonds de Développement local financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) seront mises à la disposition des ménages de la zone de pêche pour mener des activités Génératrices de Revenus.

5. Perspectives sur les marchés agricoles.

Le déficit national de production a conduit à une faiblesse de l'offre intérieure en produit vivrier perceptible à travers le volume des échanges en période post récoltes comparée aux années antérieures. Les zones visitées par la mission notamment le département de Dagana, de Bahr El Gazel et celle de Wayi dans la partie continentale du Lac ont connu une chute considérable de leur production pluviale et leur dépendance du marché se retrouve ainsi accentuée.

D'une manière globale, en dépit du déficit enregistré à l'échelle du pays, le fonctionnement actuel du marché est globalement satisfaisant. Une fluidité des échanges est observée entre les marchés des zones déficitaires visitées et ceux des zones dégagant un relatif excédent dans la zone méridionale du pays, le Salamat, le Chari Baguirmi et le Lac. Eu égard à la demande exprimée lors du passage de la mission essentiellement par la consommation des ménages dans la plupart des marchés, l'offre est satisfaisante. Toutefois, le niveau de prix des céréales de base est resté élevé sur l'ensemble des marchés visités. Le prix actuel observé sur le marché est au dessus de celui de la moyenne quinquennale 2004/05-2008/09) sur le marché de N'Djamena, Moussoro et Bol et ce pour l'ensemble de céréales de base consommées dans la zone (*voir annexes prix céréales*). Du fait de la chute de sa production sur la quasi-totalité des régions du pays, le mil pénicillaire, céréales de base de base à Moussoro a maintenu une tendance haussière en cette période post récolte. Les récoltes de contre saison en cours pourraient contribuer à la stabilisation de l'offre mais leur portée serait limitée, et il est à redouter une flambée de prix à l'approche de la soudure à partir d'Avril/Mai. L'analyse des principaux marchés

ci-dessous nous donne un aperçu sur la situation de l'offre et de la demande ainsi que les perspectives sur l'adéquation entre ces deux composantes déterminant le prix et donc l'accès à la nourriture.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

A l'issue de cette mission à travers les zones les plus affectées par le déficit de production de la campagne agropastorale 2009/10 et les principaux marchés, la situation alimentaire révèle une insécurité alimentaire globalement modérée avec des perspectives préoccupantes pendant la période de soudure car la plupart des localités des zones visitées ayant été victimes de deux années consécutives de mauvaises conditions agricoles et pastorales. En dépit d'un approvisionnement moyen en produits vivriers notamment les céréales sur le marché, le niveau des prix actuel reste élevé comparé à celui de la moyenne quinquennale et ce pour la quasi totalité des céréales de base. Les échanges transfrontaliers constituent des opportunités pour à la fois renforcer les disponibilités alimentaires mais aussi offrir des opportunités d'emploi en particulier aux ménages pauvres pour soutenir leur accès à la nourriture. La rupture plus précoce prévisible de la navigation sur le Lac prive précocement les régions du Lac, du Kanem et Bahr El Gazel, les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, des sources alimentaires et surtout de revenus.

La dégradation continue des conditions pastorales d'ici le mois de Juillet précipite la détérioration de l'embonpoint des animaux et poussent certains éleveurs et agropasteurs à déstocker une partie du cheptel, souvent à bas prix, faute d'une demande soutenue. Sur la base du revenu relativement faible issu des ventes, le niveau élevé des prix des céréales favorisent une détérioration des termes de l'échange bétail/céréales, limitant les possibilités de reconstitution des réserves alimentaires en cette période post récoltes. Le contexte actuel marqué par la morosité économique relative à la filière bétail, principal pilier de l'économie alimentaire des zones visitées, offre moins d'opportunité à l'épanouissement des stratégies traditionnelles, notamment l'exploitation du cheptel. Les ménages nantis et moyens parviennent, non sans difficultés, à se procurer les biens de premières nécessités et en céréales pour subvenir aux besoins des membres de la famille. Une détérioration des conditions pastorales pourra se conjuguer avec une hausse soutenue des prix à partir du mois d'Avril/mai du fait des faibles espérances de régulation de marché par les récoltes de contre saison et autres actions d'atténuation. Une détérioration des termes de l'échange bétail/céréales et travail/nourriture est inévitable alors que la portée des stratégies présentement mises en œuvre s'amenuisent graduellement pouvant déboucher sur une soudure précoce à partir d'Avril/Mai et donc plus longue que d'habitude. Tout en adoptant des stratégies d'intensification des sources de revenus sur des créneaux encore porteurs dans les zones les plus vulnérables (maraîchage, exode saisonnier), les bras valides des ménages pauvres s'adonnent de plus en plus à une migration d'ampleur inhabituelle vers les grands centres urbains à la recherche des opportunités de revenus de plus en plus rares pour subvenir avant tout au gap alimentaire. En conséquence, les niveaux d'insécurité alimentaire élevés sont prévisibles à partir d'avril/mai dans l'ouest et le centre du Sahel du Tchad.

L'analyse consensuelle de la vulnérabilité fait ressortir des zones à vulnérabilité plus élevée dans le Sahel Tchadien. Il s'agit des ménages pauvres des zones d'économie pastorale, agropastorale et agricole qui vivent pour l'instant une insécurité alimentaire modérée. Toutefois, les niveaux de déficits de productions (pastorale et agricole) des zones pluviales, l'amenuisement prévisible des stratégies d'adaptation comme le maraîchage, les activités liées à l'exode vers la fin de la saison sèche et la baisse des termes de l'échange (bétail/céréales et travail/nourriture) augurent une détérioration de la situation alimentaire courante et par conséquent des niveaux d'insécurité alimentaire élevés voire extrêmes au moment fort de la soudure (juin-septembre). On retient que dans les zones les plus vulnérables du Sahel Ouest et Centre du Tchad, près de 60% des ménages sont pauvres et qu'au sein de ces ménages les enfants, les femmes et les personnes âgées constituent la couche la plus vulnérable et susceptible de connaître des niveaux d'insécurité alimentaire élevés et voire

extrêmes. Leur situation, nécessitera des interventions ciblées essentiellement en assistance alimentaire (food for work, cash for work, programmes nutritionnel et aides alimentaires gratuites) et sanitaire pour couvrir leur besoins alimentaires et non alimentaires pendant la soudure.

De tout ce qui précède, la mission conjointe recommande:

- Au Gouvernement d'éviter les mesures restrictives au libre échange. Celles-ci sans empêcher les flux transfrontaliers et internes surenchérisent les prix des denrées et diminuent les opportunités économiques des ménages pastoraux et agropastoraux fortement dépendant des marchés.
- Au Gouvernement de reconstituer impérativement le stock national de sécurité. Ceci doit se faire à partir des zones de production et des importations et pour pallier en premier lieu à toute éventualité pendant la soudure qui s'annonce plus difficile que d'habitude.
- Aux Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire de maintenir une vigilance accrue sur ces zones potentiellement vulnérables à l'insécurité alimentaire pour cibler à temps les groupes et populations vulnérables et leur proposer des actions d'atténuation à fin de juguler l'insécurité alimentaire pendant la soudure.
- Aux Dispositifs de réponse d'apporter aux populations ciblées des zones sujettes à l'insécurité alimentaire élevée pendant la soudure, une assistance alimentaire nécessaire (food for work, cash for work, programmes nutritionnel et aides alimentaires gratuites) pour couvrir les besoins alimentaires des plus démunis dans les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire pendant la soudure. Les programmes de développement en cours pourraient intégrer des interventions nutritionnelles au profit des enfants à bas âges.
- Aux acteurs humanitaires, de renforcer leur présence dans les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire à l'Ouest du Tchad moins couvertes par rapport à l'Est. De ce fait la capacité d'opération des ONGs et structures de réponses doit être rapidement revue et prise en compte dans les programmes de réponse à fin d'assurer une meilleure coordination des actions de réponses sur le terrain.

ANNEXE 1 : Tableau de comparaison des prix de céréales et de bétail au Tchad, Marchés de référence et produits sélectionnés selon les zones d'économie alimentaire (Source SIM/FEWS NET, Mission conjointe).

Tableau 1 : Ecart des prix à la consommation de janvier 2010 par rapport à 2009 et par rapport à la moyenne des cinq dernières années

Marché	Mil		Sorgho rouge		Sorgho blanc		Maïs		Riz local entier	
	Ect%10/09	Ect%10/5 ans	Ect%10/09	Ect%10/5ans	Ect%10/09	Ect%10/5 ans	Ect%10/09	Ect%10/5ans	Ect%10/09	Ect%10/5ans
Pont Carol	+7	+5	-7	+1	+9	+8	+17	+11	+15	+4
Kélo	+8	+59	-25	+23	+7	+56	-20	+23	-35	-7
Moundou	-27	+1	-23	+12	-27	+3	-23	+16	-25	-4
Péni	0	.	-9	.	-9	.	+12	.	0	.
Sarh	-35	-6	0	+36	-34	-11	-37	-3	-29	+21
Danamadji	-45	-36	-33	-21	-29	-25	-28	-14	0	+76

NB : Ect% 10/09 = Écart en pourcentage de 2010 par rapport à 2009 ; Ect% 10/5 ans = Ecart en pourcentage de 2010 par rapport moyenne cinq dernières années.

Tableau 2: Prix du bétail comparé, MASSAKORY (Source: SIM Bétail)

SPECULATIONS	PRIX MOYENS EN Francs CFA						
	Jan. 2009	Jan. 2010	Moy des 3 ans passés (2007-2009)	Ecart09/10 CFA	Ecart Moy	Taux d'écart % 09/10	Taux d'ecart % moy(2007-2009)
Boeuf	175,000	150,000	200,800	-25,000	-50,800	-14%	-25%
Taureau	200,000	185,000	267,500	-15,000	-82,500	-8%	-31%
Vache	135,000	90,000	150,000	-45,000	-60,000	-33%	-40%
Taurillon	105,000	75,000	131,000	-30,000	-56,000	-29%	-43%
Génisse	110,000	100,000	130,000	-10,000	-30,000	-9%	-23%
Ovin	45,000	35,000	31,000	-10,000	4,000	-22%	13%
Caprin	33,000	25,000	22,000	-8,000	3,000	-24%	14%
Camelin	350,000	300,000	307,000	-50,000	-7,000	-14%	-2%
Poulet	3,500	3,500	2,500	0	1,000	0%	40%

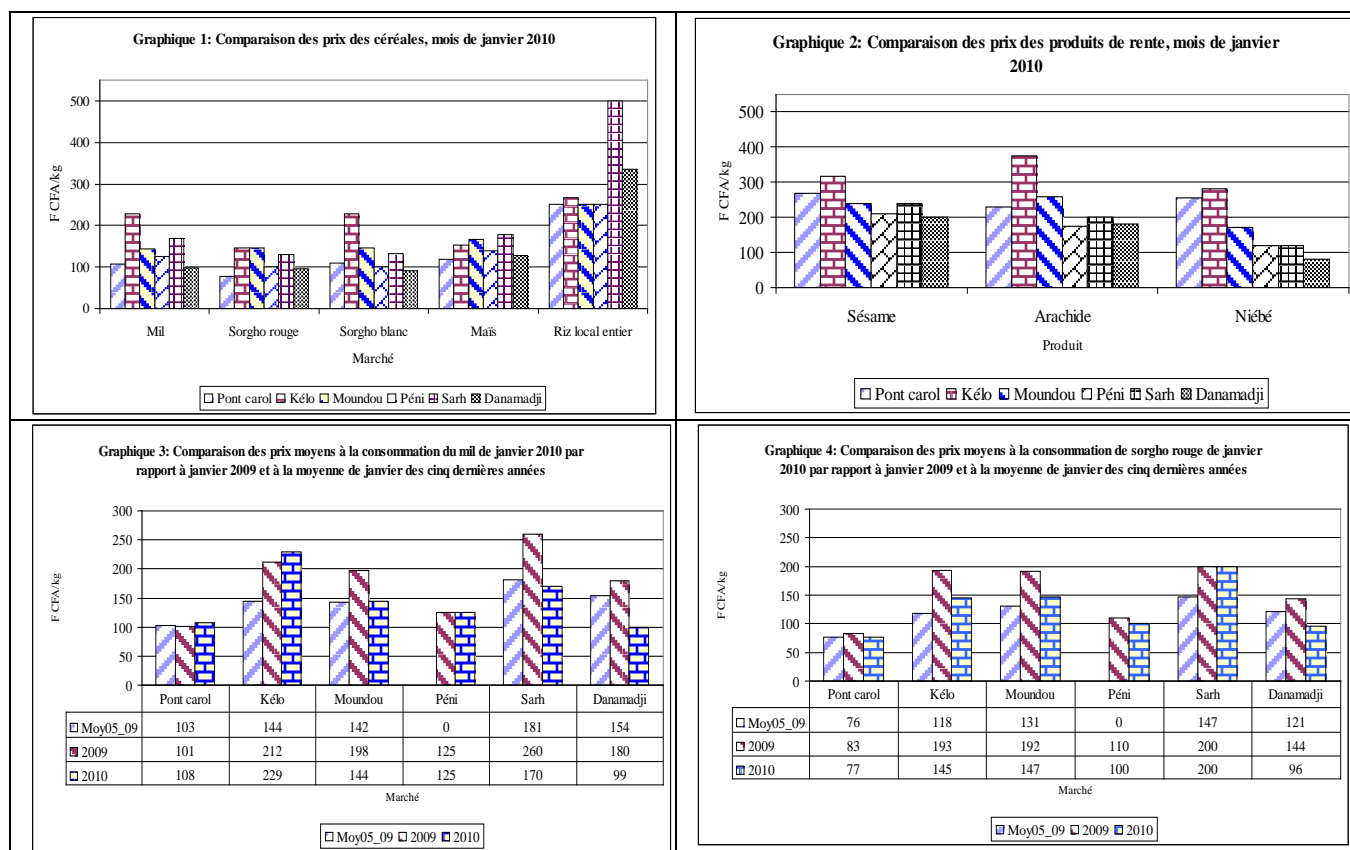
Tableau 3: Prix du bétail comparé, Ngouri (Source: SIM Betail)

SPECULATIONS	PRIX MOYENS EN Francs CFA						
	Jan. 2009	Jan. 2010	Moy des 3 ans passés(2007-2009)	Ecart09/10 CFA	Ecart Moy CFA	Taux d'écart % 2009/10	Taux d'ecart % moy(2007-2009)
Boeuf	220,000	200,000	194,150	-20,000	5,850	-9%	3%
Taureau	150,000	150,000	133,300	0	16,700	0%	13%
Vache	120,000	85,000	121,500	-35,000	-36,500	-29%	-30%
Taurillon	100,000	100,000	130,000	0	-30,000	0%	-23%
Génisse	130,000	100,000	113,300	-30,000	-13,300	-23%	-12%
Ovin	19,000	25,000	26,800	6,000	-1,800	32%	-7%
Caprin	15,000	15,000	17,150	0	-2,150	0%	-13%
Camelin	160,000	200,000	122,500	40,000	77,500	25%	63%
Poulet	2,000	2,000	1,750	0	250	0%	14%

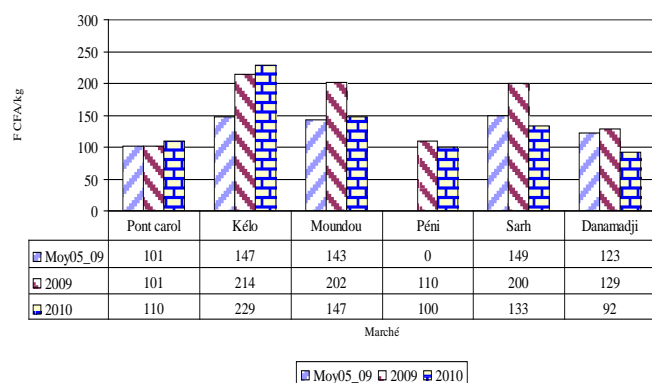
Tableau 4: Prix du bétail comparé, MOUSSORO

SPECULATIONS	PRIX MOYENS EN Francs CFA						
	Jan. 2009	Jan 2010	Moy des 3 ans passés(2007-2009)	Ecart09/10	Ecart Moy %	Taux d'écart % 09/10	Taux d'ecart % moy(2007-2009)
Boeuf	225,000	200,000	200,800	-25,000	-800	-11%	0%
Taureau	250,000	225,000	215,000	-25,000	10,000	-10%	5%
Vache	125,000	90,000	124,250	-35,000	-34,250	-28%	-28%
Taurillon	115,000	95,000	111,250	-20,000	-16,250	-17%	-15%
Génisse	105,000	86,000	105,000	-19,000	-19,000	-18%	-18%
Ovin	32,500	30,000	25,750	-2,500	4,250	-8%	17%
Caprin	25,000	23,500	19,500	-1,500	4,000	-6%	21%
Camelin	200,000	170,000	228,500	-30,000	-58,500	-15%	-26%
Poulet	3000	3500	2425	500	1,075	17%	44%

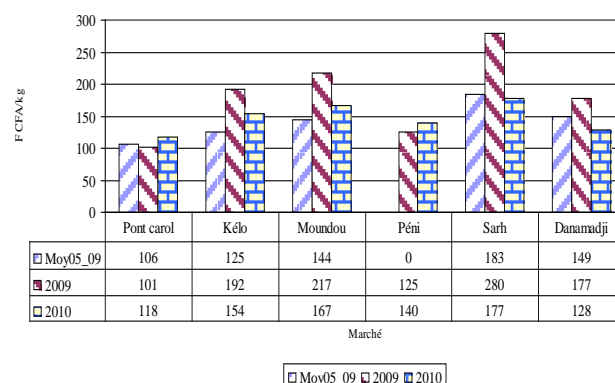
ANNEXE 2 : Graphiques des prix des produits agricoles et de bétail



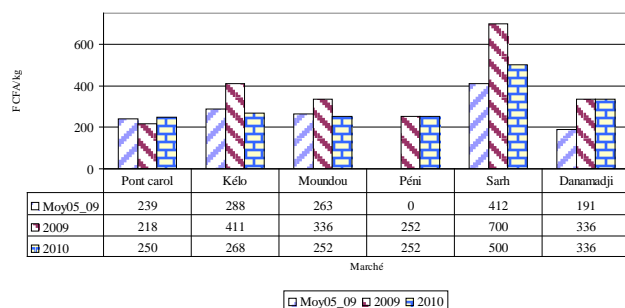
Graphique 5: Comparaison des prix moyens à la consommation de sorgho blanc de janvier 2010 par rapport à janvier 2009 et à la moyenne de janvier des cinq dernières années



Graphique 6: Comparaison des prix moyens à la consommation de maïs de janvier 2010 par rapport à janvier 2009 et à la moyenne de janvier des cinq dernières années

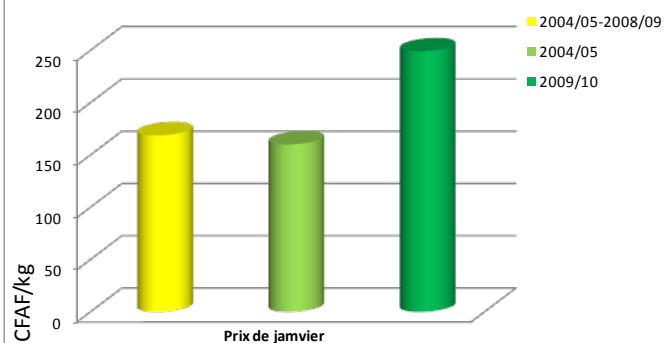


Graphique 7: Comparaison des prix moyens à la consommation de riz local entier de janvier 2010 par rapport à janvier 2009 et à la moyenne de janvier des cinq dernières années

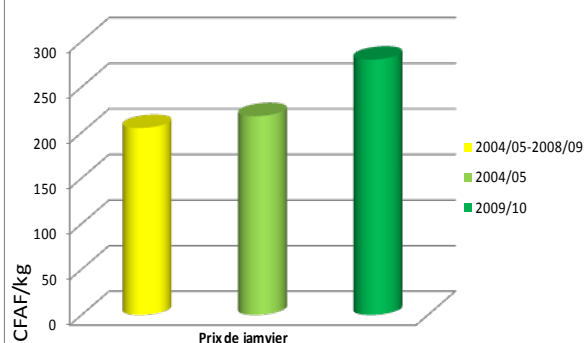


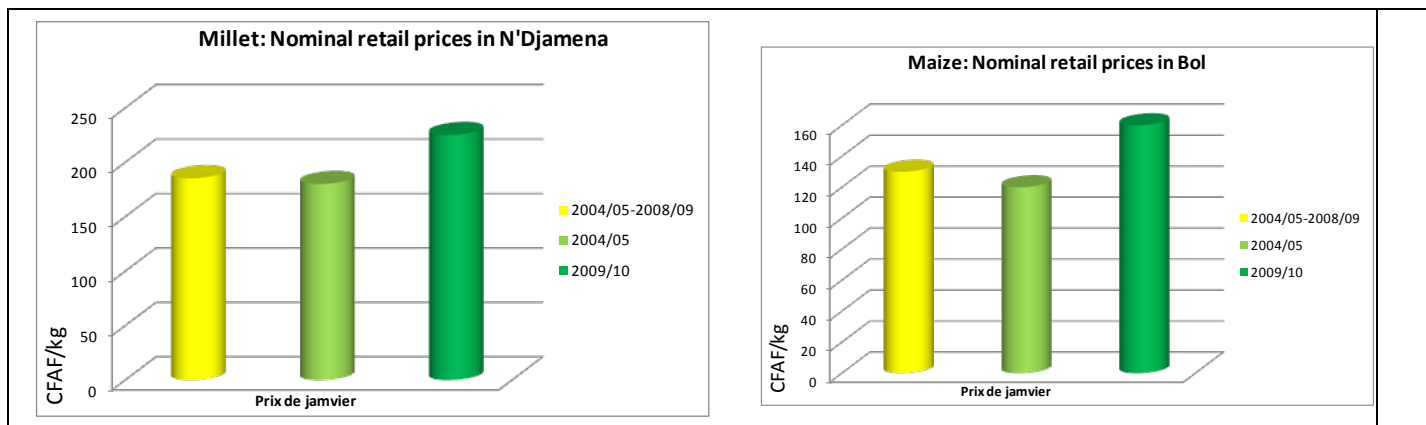
Prix de céréales sur les différents marchés du Sahel tchadien janvier 2010 comparé à janvier 2009 et la moyenne des cinq dernières années de janvier -2005-2009 (source : SIM/FEWS NET Mission conjointe).

Millet: Nominal retail prices in Abeche

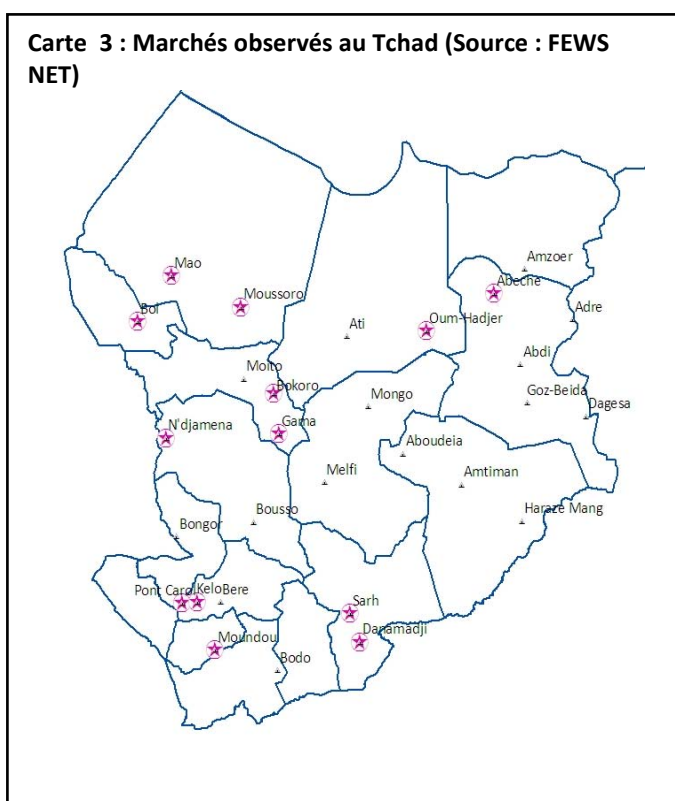
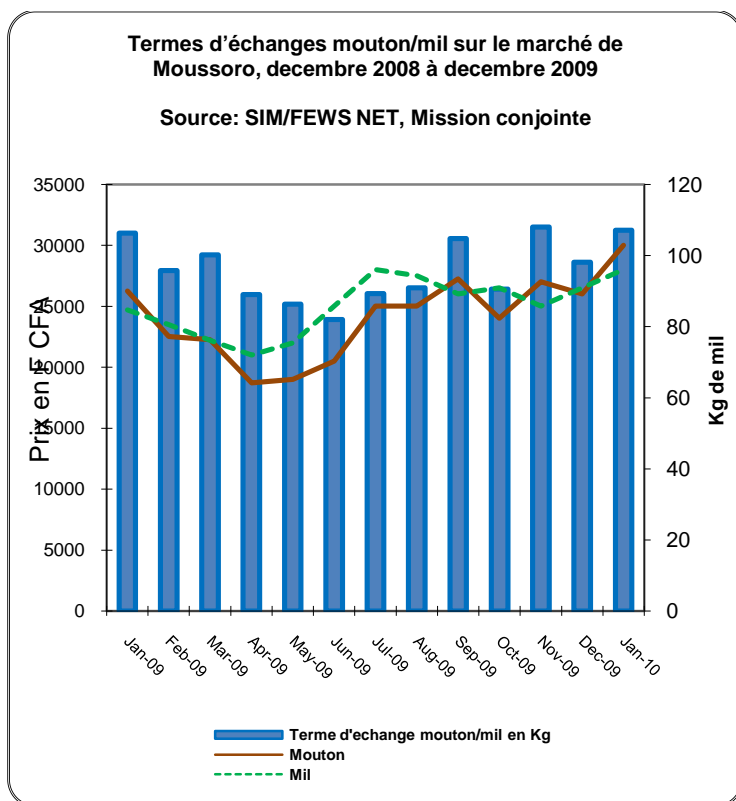


Millet: Nominal retail prices in Mossoro





Termes de l'échange mouton/mil dans la zone agropastorale du Tchad, Moussoro.



FIN

La mission remercie tous les acteurs rencontrés dans le cadre de cette évaluation.

Pour toutes questions contactez les rédacteurs: ssow@few.net, Mfove@few.net ou les agences du PAM et FAO/Tchad

La mission